

AGIRabcd - ONG - Association reconnue d'utilité publique - 8 rue Ambroise THOMAS 75009 PARIS
TÉMOIGNAGES DES 3000 RETRAITÉS ACTIFS, DE TOUS LES HORIZONS PROFESSIONNELS,
QUI APPORTENT BÉNÉVOLEMENT LEURS COMPÉTENCES AUX PERSONNES EN DIFFICULTÉ

LES CHASSEURS D'EAU D'AGIRabcd - la preuve par quatre

Cela s'appelle "agir". Prendre son sac, son passeport et répondre à la demande de populations qui ont besoin de conseils d'experts, et surtout d'actions, afin que la terre tourne mieux pour elles.

Les 500 missions à l'international d'AGIRabcd couvrent toutes les facettes du développement : santé, éducation, industrie, services, agriculture. Mais il est un besoin plus vital que les autres, c'est celui de l'eau. Fort de ses bataillons de retraités actifs - hydrologues, agronomes, géologues, ingénieurs, AGIRabcd intervient là où l'urgence se fait sentir (plus de 30 missions en Afrique sub-saharienne) surtout pour chercher, capter, retenir, conduire l'eau là où elle doit aller.



MAURITANIE la chasse au long cours

Cela fait plus de 10 ans que le désert n'a plus sa place à N'Diéou, village reculé au sud-est de la Mauritanie. Et cela grâce à l'action et l'expertise de retraités d'AGIRabcd (*délégation Paris-Petite-couronne*): construction d'un barrage d'une capacité de 900 000 m³, de 800 m de long ; mise en valeur progressive de 90 ha de cultures : courges, maïs, niébé (cultures de décrue), riz, aubergines, gombos, tomates, oignons (cultures irriguées).

Cultiver plus longtemps, pendant la saison sèche, a permis aux 10 000 habitants de

N'Diéou et ses environs de découvrir les vertus de la diversité, d'être proches de l'autosuffisance alimentaire et d'accroître leurs revenus par la vente d'excédents.

L'action ne s'arrête pas là. Il faut entretenir la solidité du barrage mise à mal par l'action de fortes pluies pendant l'hivernage ; améliorer les capacités de la cuvette ; former les villageois et villageoises à l'amélioration des cultures (la coopérative féminine est particulièrement productive).

Inlassablement, rechercher l'eau quand des sources s'assèchent accidentellement, ou quand de nouvelles sont nécessaires pour les travailleurs des champs situés à 4 km d'un point d'eau. Enfin et surtout, former les habitants à l'entretien du barrage, des canaux d'irrigation et du matériel de pompage ; les former aussi au stockage, à la transformation et à la conservation des produits agricoles. Cela acquis, l'eau étant à sa bonne place, AGIRabcd peut se tourner vers d'autres projets dans la région : mise en place de postes de santé, création d'écoles et de nouvelles retenues d'eau...



L'EAU DOUCE EST UNE DENRÉE RARE, MAL RÉPARTIE.

AUJOURD'HUI, UN TIERS DE L'HUMANITÉ VIT DANS UNE SITUATION DITE DE « STRESS HYDRIQUE », AVEC MOINS DE 1 700 M³ D'EAU DOUCE PAR HABITANT, ET PAR AN.

40 MISSIONS
sur 14 projets

forages de puits, distribution d'eau potable, création de barrages de retenue, irrigation...en Mauritanie, au Sénégal, au Cameroun, au Mali, en Guinée, au Pérou, au Vietnam ... depuis 5 ans

VIETNAM sortir de l'isolement



Le Delta du Mékong est riche, mais il existe des poches de pauvreté, notamment à la frontière cambodgienne. Dans le district de Giang Thanh vit une population déshéritée qui habite le long des canaux dans des paillotes ouvertes à tous vents. Les terres sont « alunées », autrement dit toxiques : un travail constant contre les acides qui brûlent les racines est mené par la population, grâce à des digues de protection. L'eau est également alunée quand on va la chercher à 30 m sous terre, il faut la filtrer avec les moyens du bord et surtout la faire bouillir pour la rendre consommable. Malgré ces précautions, les diarrhées infectieuses sont encore très nombreuses (une des principales causes de mortalité).

AGIRabcd Anjou Maine s'est rendue sur place et tente de répondre à l'appel de ce village très à l'écart de l'impressionnante croissance économique du Vietnam. En accord avec le comité populaire et une religieuse, Huyen Thanh, très écoutée et appréciée des populations locales, il a été décidé, dès cette année de :

- **creuser 5 nouveaux puits** avec un système de pompage manuel et installer des conteneurs d'eau douce filtrée.
- **distribuer des micro-crédits** pour la mise en valeur de nouvelles terres par des paysans qui n'ont pas de moyens financiers.
- envisager, à terme, **la construction d'une station d'eau potable**, avec une unité centrale de filtration et de stockage d'eau.



Nabitenga. Village burkinabé de 6 000 habitants, 9 000 têtes de bétail, situé à 50 km au nord de Ouagadougou.

"Zone sahélienne sub-désertique. Pluviosité insuffisante et mal répartie. Présence de "boulis" (en langue mossi), cuvettes naturelles qui se remplissent d'eau de ruissellement et surcreusées par la population. Évaporation rapide. Soudure impossible entre deux saisons des pluies". Voilà le constat dressé en 2007 par G. Pitaud, membre d'AGIRabcd Aquitaine, docteur ès-sciences en hydrologie.

Après une étude approfondie du terrain, et en concertation avec les autorités locales

et les villageois, l'idée de transformer le bouli de Nabitenga en oasis est adoptée. En 2010, construction d'une retenue d'eau complétée par un déversoir (pour dévier les crues trop rapides) ; aménagements environnementaux contre l'évaporation et l'ensablement (plantation de digues anti-érosives).

La dernière phase se terminera au printemps 2013 avec : une exploitation agricole optimale, la formation des villageois à la gestion technique et commerciale et un élevage de tilapias (sortes de perches à chair blanche et ferme).

Ainsi naît une oasis dans un environnement sub-désertique, périmètre désormais pourvu en eau, nourriture, verdure avec son impact bienfaiteur : meilleure alimentation, nouveaux revenus et bonnes conditions sanitaires. Cette "première" a visiblement séduit le milieu universitaire, mais aussi le ministère burkinabé de l'agriculture, qui entend multiplier, avec AGIRabcd, les "bouli-oasis" dans cette région du Sahel.

SÉNÉGAL le point d'eau commun

Pas moins de cinq projets en cours, ou déjà réalisés, au Sénégal (AGIRabcd Drôme, Essonne, Oise, Roussillon, Yvelines). Leur but commun est la valorisation de la production agricole par une meilleure utilisation de l'eau et l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable. Ces actions combinées permettent des conditions de vie meilleures et le maintien des populations sur place :

- **Thoumougel** (nord-est) : village de 2 000 habitants en pays peul. Un forage, fin 2011, et un réseau de distribution permettent d'approvisionner la population et le cheptel en eau potable. Est attendu un effet bénéfique sur la scolarisation des jeunes filles, affectées auparavant au puisage manuel et au transport de l'eau. Construction simultanée d'une case de santé reliée au réseau d'eau potable.

**Scolariser
des jeunes filles
affectées
auparavant au
transport manuel
de l'eau**

- **Ourossogui** : achèvement, début 2013, de la réhabilitation d'une digue de protection de la ville (25 000 habitants) contre les inondations provoquées par les fortes pluies d'hivernage et construction d'une retenue d'eau pour atténuer les effets d'écoulement sur les ouvrages en aval (maisons, digues, ponts...).

- **Île Amorphil** (nord) sur le fleuve Sénégal : depuis 10 ans, un ancien céréalier de l'Essonne réhabilite des rizières. Travail de la terre, installation de pompes, de batteuses à riz, d'engins de décorticage, de moulins à mil, création de nouvelles parcelles pour la culture du maïs. Au total, 130 ha de cultures ont (re)vu le jour. Les habitants reviennent s'y installer, y compris de l'étranger.

- **Khoutia Khasse** : création d'un micro-barrage, équipement de deux puits avec pompes solaires pour l'irrigation. Grâce à l'eau, les fruits et légumes sont cultivés en période sèche. La production de riz a redémarré, tout comme celle d'agrumes ; la production laitière a aussi augmenté. Une formation des jeunes (ils restent au pays !) à la gestion et à l'entretien des investissements est activée.

BURKINA

créer une oasis source de vie



1000MERCIS

aux associations de migrants, souvent à l'origine de ces projets, aux administrations des pays d'intervention, et bien sûr, en France, aux collectivités territoriales qui ont largement contribué au financement de ces projets.